

Editorial**La croissance par la recherche**

Une politique de croissance efficace est la base de la prospérité et de la stabilité sociale de notre pays. En comparaison avec les autres États de l'OCDE, la Suisse enregistre une croissance économique insuffisante depuis les années 90. La capacité d'innovation joue un rôle majeur dans la croissance économique d'une nation. Dans ce domaine, la Suisse est loin derrière les autres pays.

Qui dit nouvelle croissance grâce à de meilleurs résultats en matière d'innovation dit mesures adaptées à la compétition internationale et visant à encourager la formation, la recherche et la technologie; renforcement du transfert de savoir et de technologie entre hautes écoles et entreprises et conditions-cadre favorables sur le plan international pour l'exploitation de nouvelles technologies. Sans oublier que pour assurer une évolution socio-économique durable pour notre pays, nous devons largement soutenir la recherche fondamentale, source de développement à l'échelle d'une génération et non d'une législature.

La Suisse sur la scène internationale

D'autres nations du savoir ont aussi compris qu'elles devaient entreprendre des réformes. C'est le cas de la Suède, de la Finlande et du Japon qui, selon les chiffres de l'OCDE, devançant nettement la Suisse grâce à leurs investissements, tant publics que privés, dans la recherche et le développement. Si la part des moyens consacrés à la recherche et au développement n'a pas bougé en Suisse depuis 1990, celle de nos pays concurrents a augmenté. L'objectif de l'Union européenne est d'arriver à un montant représentant 3% du produit national brut. A l'heure actuelle, cette part n'est que de 2,7% en Suisse alors que le land du Bade-Wurtemberg, à titre d'exemple, a déjà dépassé avec 3,9% l'objectif fixé par l'UE.

L'efficacité et l'excellence: clés de l'exemple allemand

L'Allemagne a entrepris une refonte totale de son paysage de la recherche et s'emploie à donner à ses hautes écoles une dimension internationale. Le but de l'initiative des «Réseaux de compétences», destinés à faciliter les relations entre écoles, scientifiques et entreprises, est de faire de l'Allemagne une «usine à idées».

La voie suisse: investir et réformer

Les négligences des années 90 doivent être corrigées.

Au vu des mesures d'économies qui ont été prises récemment, on ne peut pas dire que les dépenses au profit de la formation et de la recherche constituent une priorité dans le cadre du budget fédéral global.

L'orientation générale pour les prochaines années doit aller dans le sens d'une augmentation annuelle d'au moins 5% des dépenses fédérales en faveur de la formation et de la recherche. Il faut, dans le même temps, faire avancer les réformes qui ont été lancées et qui ont vocation à améliorer l'efficacité et l'excellence de notre système de formation professionnelle et d'enseignement supérieur. En tant que petit pays, pauvre en matières premières, nous nous devons de figurer parmi les premiers de la classe. C'est la seule voie qui s'offre à nous si nous voulons atteindre un niveau de croissance suffisant et garantir à notre pays une prospérité durable.

*Johannes Randegger, conseiller national, Bâle-Ville
Président du team politique Future*

■ Formation et recherche**Une copieuse législature 2004-2007**

En 2003, le Message Formation-Recherche-Technologie 2004-2007 (FRT) a été adopté par le Parlement, puis allégé de 378 millions en décembre (sur 12 614 milliards pour la période 2004-2006). On pourrait donc croire que le domaine FRT ne constituera plus une actualité parlementaire importante. Or il n'en est rien: la législature en cours s'annonce importante.

Les chantiers législatifs des quatre prochaines années sont nombreux. Certains sont déjà en cours tels le projet de loi sur l'analyse génétique humaine et celui de la révision de la loi sur les hautes écoles spécialisées. Plus tard dans l'année, les parlementaires se verront proposer un message sur les professions médicales universitaires. La Conférence des recteurs des universités suisses (CRUS) a déjà fait connaître son concept (cf p. 3), qui a l'appui des facultés de médecine. Ce projet propose une répartition plus simple des compétences et du financement entre cantons et Confédération.

Dans le domaine de la recherche, le Parlement sera appelé à ratifier l'accord permettant aux chercheurs suisses de participer pleinement aux programmes de recherche de l'Union européenne (UE); ils obtiendront ainsi, au travers d'une compétitivité internationale, des responsabilités accrues dans le choix et la gestion des projets ainsi que des moyens financiers provenant directement de l'UE.

Commissions et chambres fédérales seront aussi appelées à étudier une innovation importante: l'introduction de l'overhead dans le financement des projets de recherche. Il s'agit, suite à une motion de la CSEC-N, de prendre en considération les coûts indirects (frais d'infrastructure, d'exploitation et d'administration) liés aux projets de recherche. A la même époque vraisemblablement, on abordera le projet de loi touchant la recherche sur les êtres humains.

Mais le plat principal de la législature est constitué du futur article constitutionnel sur la formation, d'une nouvelle loi sur les hautes écoles et/ou d'une nouvelle loi sur l'aide fédérale aux universités cantonales.

En fait, la période 2004-2007 est placée sous le signe des relations entre formation, recherche et santé. Le deuxième enjeu est la définition d'un fédéralisme approprié pour le développement harmonieux du domaine FRT en clarifiant les compétences académiques, politiques et financières de tous les partenaires publics et privés. C'est un objectif prioritaire mais il serait malvenu qu'un nouvel allègement budgétaire touche ce domaine vital pour l'équilibre socio-économique de la Suisse. (co)

■ Formation

Un droit, un prix et une responsabilité politique

«L'accès à la formation universitaire ne saurait être impossible pour des motifs économiques». Tous les partenaires académiques, politiques et économiques soutiennent cette condition de base.

Mais une telle unanimité n'exclut pas certaines opinions en faveur d'une augmentation des taxes universitaires (environ 1200 francs en moyenne en Suisse, sauf à l'Université de la Suisse italienne où les taxes atteignent Fr. 4000.– avec un système de bourses adapté).

Ainsi, le Cercle d'études Capital & Economie, avec l'appui d'Avenir Suisse et d'economiesuisse, propose une hausse des taxes universitaires associée à un renforcement du système des bourses et des prêts. Les auteurs de ce projet estiment que les universités pourront ainsi engager jusqu'à 800 professeurs supplémentaires, ce qui permettra une nette amélioration des conditions d'encadrement.

Les réactions opposées n'ont pas manqué. Les associations d'étudiants, tant locales que nationales, se sont élevées contre cette approche.

D'autres personnalités politiques et académiques ont aussi clairement exprimé leurs doutes, voire manifesté leur opposition, parfois très vive, à l'instar du Pr André Hurst, recteur de l'Université de Genève. Il rappelle de manière appropriée que l'éducation a un prix, qu'elle correspond à une volonté de la société et qu'il lui appartient d'assumer la formation de celles et de ceux dont on attend l'innovation et la qualité de vie, quel que soit le domaine du savoir et de la recherche auquel on a recours pour y parvenir. Pour le recteur de l'Université de Genève, «la solidarité prônée par beaucoup dans ce contexte ne saurait donc passer uniquement par la poche des étudiants et de leurs parents: elle passe par la fiscalité». La question du financement des études de base ne saurait donc relever de la recherche fiévreuse de moyens dits nouveaux. Ce qui est en cause, c'est de savoir qui paie pour l'impact socio-économique induit par nos diplômés. Or, à l'évidence, c'est une question qui relève du débat et de la responsabilité politique plutôt que de la compétence des hautes écoles.

En bref, le débat est bien lancé pour un enjeu de société de première importance qui dépasse largement la question des taxes universitaires.

Informations complémentaires:

www.economiesuisse.ch/d/Studie_Bildung.pdf

www.unige.ch/rectorat/accueil/motrecteurtaxe.html

■ Recherche européenne

La Suisse membre à part entière

Depuis le 16 janvier dernier, la Suisse est membre à part entière des 6^e programmes-cadres de recherche et de développement technologique de l'UE ainsi que du programme de recherche EURATOM. L'accord de

Impressum

Réseau Future

Thunstrasse 7, 3005 Berne

Tél. 031 356 53 63, Fax 031 356 53 50

info@futureteam.info

© Reprise autorisée avec mention de la source

SMS

■ Cancer et génie biomédical

Coordination des recherches à Lausanne

L'Université et l'EPF de Lausanne, le Centre hospitalier universitaire vaudois, l'Institut suisse de recherche sur le cancer et l'Institut Ludwig ont décidé d'unir leurs moyens et leurs compétences pour créer deux centres de recherche en cancérologie et en génie biomédical. Les chercheurs de l'Université de Genève participeront aux activités de ces deux nouvelles entités qui coordonneront l'ensemble des recherches poursuivies sur le site lausannois, de la recherche fondamentale au traitement du patient.

Informations complémentaires: www.unil.ch, rubrique «actualités»

■ Université de Neuchâtel – nouveau recteur

Le Conseil d'Etat a nommé Alfred Strohmeier, actuellement professeur d'informatique à l'EPF de Lausanne, au poste de recteur de l'Université de Neuchâtel. Il succèdera à partir du 15 octobre 2004 aux co-recteurs, MM. Hans-Heinrich Nägeli et Michel Rousson.

Informations complémentaires: www.unine.ch

■ La recherche universitaire en réseau

www.portailderecherche.ch est une nouvelle plate-forme Internet qui permet d'accéder aux bases de données sur la recherche des universités de Bâle, Zurich et Berne. Cet espace commun dédié à la recherche a vocation à se développer et à accueillir d'autres universités et institutions de recherche suisses.

Informations complémentaires: www.portailderecherche.ch

■ Université de Bâle: Les cordons de la bourse se resserrent

L'Université de Bâle souhaite développer ses services tout en réduisant ses coûts. Dans le cadre des restrictions budgétaires, le rapport du Conseil de l'Université en vue de l'accord de prestations 2005–2008 prévoit de renforcer les sciences de la vie et les sciences sociales au détriment de l'astronomie, des études slaves et de la géologie.

Informations complémentaires: www.unibas.ch

coopération signé par le conseiller fédéral Pascal Couchepin, l'ambassadrice Anne Anderson de la Présidence irlandaise du Conseil européen et le commissaire européen à la recherche Philippe Busquin confère aux scientifiques suisses les mêmes droits que leurs homologues européens. Pour ne pas pénaliser les chercheurs, ce texte est entré en vigueur rétroactivement le 1^{er} janvier 2004. Il sera encore soumis à la ratification des chambres fédérales suisses et du Parlement européen. La participation de la Suisse, calculée en fonction de son PIB, devrait se situer entre 200 et 220 millions de francs par an.

Informations complémentaires:

www.bbw.admin.ch/html/pages/forschung/eu/eurahmen-f.html

■ Recherche sur les êtres humains

Un PubliForum encourageant

Durant le PubliForum qui s'est tenu à Berne du 23 au 26 janvier 2004 sous l'égide de TA Swiss, le centre suisse d'évaluation des choix technologiques, une trentaine de citoyens se sont penchés sur les questions de la recherche sur les êtres humains. Leurs conclusions: pas d'hostilité a priori contre la recherche sur les êtres humains, mais une attitude criti-

que par rapport aux questions d'éthique. Les citoyens se prononcent en faveur d'incitations pour le développement de la recherche sur les enfants, les femmes enceintes, les personnes handicapées et atteintes de maladies rares.

Informations complémentaires:
www.ta-swiss.ch

■ Conseil des EPF

Nouvelle loi, nouvelle direction

Les nouveaux président et vice-président du Conseil des Ecoles polytechniques fédérales (EPF) ont été nommés par le Conseil fédéral à la fin de l'an dernier. Les professeurs Alexander J. B. Zehnder et Ernst Buschor seront les premiers président et vice-président du Conseil des EPF sous le régime de la nouvelle loi sur les EPF, qui prévoit une présidence à temps complet et une vice-présidence à temps partiel. Ernst Buschor remplace Stephan Bieri depuis le 1^{er} janvier 2004. Alexander Zehnder, pour sa part, prendra ses fonctions le 1^{er} juillet 2004 et succèdera à Francis Waldvogel.

Informations complémentaires:
www.cepf.ch

■ Formation des médecins

La vision 2008 des recteurs

La Conférence des recteurs des universités suisses (CRUS) a présenté le concept «Médecine universitaire 2008» qui prévoit le passage des études de médecine de la compétence fédérale à celle des universités cantonales. La Confédération conserverait toutefois la responsabilité de la formation continue et de l'accès à la profession médicale. Selon la CRUS, «cette approche entend simplifier les structures actuelles trop confuses et vise à la transparence des coûts que demande la politique». Cette proposition est soutenue par les facultés de médecine des universités suisses. Elle affirme aussi qu'une telle répartition cantons-Confédération permettrait un partage clair des frais de formation entre hôpitaux universitaires et facultés de médecine.

Il faut relever que ce projet de la Conférence des recteurs intervient quelques mois avant le projet d'une future loi sur les professions médicales qui devrait être bientôt proposée au Parlement.

Informations complémentaires:
www.crus.ch/franz/aktuell

■ Innovation

Les recettes finlandaises

Une nouvelle étude de l'Académie suisse des sciences et techniques (ASST) observe les interactions entre organisations de recherche et universités, les entreprises et l'aide de l'État à la recherche dans l'industrie, et le système scolaire et de formation professionnelle en Finlande. A la lumière de l'expérience finnoise, elle tente de tirer des leçons pour la Suisse. Les auteurs, menés par Beat Hotz-Hart, émettent 7 recommandations réparties en 3 groupes. La Suisse devrait renforcer ses institutions, entre autres par la création d'un conseil de l'innovation, puis améliorer le transfert de savoir et la chaîne de création de valeur dans la

recherche et le développement d'applications, par exemple en mettant les laboratoires universitaires et industriels sur un pied d'égalité devant les fonds publics. Enfin, comme la Finlande, la Suisse devrait avoir une culture d'évaluation professionnelle dans le domaine FRT.

Informations complémentaires:
www.satw.ch

■ Conseil suisse de la science et de la technologie

Une nouvelle présidente

Le Conseil fédéral a confié la présidence du Conseil suisse de la science et de la technologie (CSST) à Susanne Suter. Ce professeur de pédiatrie à l'Université de Genève a succédé à Gottfried Schatz le 1^{er} janvier 2004. Pour remplacer quatre membres démissionnaires, le Conseil fédéral a nommé Karl Aberer (EPF de Lausanne), Willy Benz (Université de Berne), Alex Mauron (Université de Genève) et Matthias Peter (EPF de Zurich).

Informations complémentaires:
www.swtr.ch

■ Hautes écoles suisses

En bonne place dans la «Champions League»

Le Centre d'études de la science et de la technologie (CEST) a analysé pour la première fois le développement de l'activité scientifique de la Suisse en comparaison internationale de 1981 à 2001. Selon le degré d'attention suscitée par ses publications scientifiques, la Suisse se situe au troisième rang, derrière les Etats-Unis et les Pays-Bas. L'étude porte aussi sur la «Champions League» qui recense les institutions de recherche les plus performantes au monde. 27 institutions de recherche suisses ont appartenu au moins une fois à cette «Champions League». D'autre part, les deux écoles polytechniques fédérales de Zurich et de Lausanne ont figuré durant les années 90, avec des indicateurs d'«efficacité» respectifs de 69 % et 68 %, dans le Top 50 des 600 hautes écoles présentes dans la «Champions League».

Informations complémentaires:
www.cest.ch

Un seul et unique organe de pilotage pour les hautes écoles

« Une seule et unique institution s'occupera des écoles polytechniques, des universités et des HES. Ensuite, j'espère que le système de compétition sera développé. Au lieu de soutenir des postes, on soutiendra des projets. L'institution qui développera le plus de projets d'innovation aura le plus d'argent. Il est également probable que naissent des compétences régionales et transfrontalières. »

Pascal Couchepin, «Le Nouvelliste»,
2 février 2004

Editorial

Wachstum dank Forschung

Eine erfolgreiche Wachstumspolitik ist Voraussetzung für unseren Wohlstand und unsere soziale Stabilität. Im Vergleich zu anderen OECD-Staaten ist das Wirtschaftswachstum der Schweiz seit den 90er Jahren ungenügend. Wirtschaftswachstum ist in hohem Masse von der Innovationskraft einer Volkswirtschaft abhängig. Diesbezüglich hinkt die Schweiz anderen Staaten hinterher.

Voraussetzungen für neues Wachstum durch verbesserte Innovationsleistungen sind dem internationalen Wettbewerb angepasste Förderungsmassnahmen von Bildung, Forschung und Technologie, eine Intensivierung des Wissens- und Technologietransfers zwischen Hochschulen und Wirtschaft sowie international attraktive Rahmenbedingungen für die Nutzung neuer Technologien.

Nicht zu vergessen, um eine sozioökonomische Entwicklung für unser Land zu garantieren, müssen wir die Grundlagenforschung deutlich verstärkt unterstützen, und zwar langfristig. Das heisst, für die Dauer einer Generation und nicht nur einer Legislatur.

Die Schweiz im internationalen Vergleich

Einen Reformbedarf haben auch andere Wissensnationen erkannt. So rangieren Schweden, Finnland und Japan gemäss OECD Daten mit ihren öffentlichen und privaten Forschungs- und Entwicklungsaufwendungen deutlich vor der Schweiz. Während in der Schweiz die Ausgaben für Forschung und Entwicklung seit 1990 stagnieren, sind diese von unseren Konkurrenznationen erhöht worden. Zielsetzung der Europäischen Union ist zur Zeit ein Anteil von 3% des Bruttosozialprodukts. Für die Schweiz beträgt dieser zur Zeit lediglich 2,7%, während bspw. das Land Baden-Württemberg mit 3,9% schon weit über dem von der EU anvisierten Ziel liegt.

Ideenfabrik Deutschland: Effizienz und Exzellenz

Die deutsche Forschungslandschaft wird derzeit tief greifend umgestaltet und die Hochschulen erleben eine Phase der internationalen Ausrichtung. Mit der Initiative «Kompetenznetze», in denen Bildung, Wissenschaft und Wirtschaft zusammenarbeiten, will Deutschland zu einer Ideenfabrik werden.

Innovationsland Schweiz: eine Herausforderung

Die Versäumnisse in den 90er Jahren müssen korrigiert werden.

In Anbetracht der jüngsten Sparbeschlüsse kann nicht von einer prioritären Behandlung der Bildungs- und Forschungs-Ausgaben im Rahmen des gesamten Bundesbudgets gesprochen werden.

Die Stossrichtung für die nächsten Jahre ist eine Erhöhung der Bundesgelder für Bildung und Forschung von jährlich mindestens 5%. Gleichzeitig müssen die eingeleiteten Reformen zur Verbesserung der Effizienz und der Exzellenz unserer Berufsbildung und unserer Hochschullandschaft vorangetrieben werden. Als kleines, rohstoffarmes Land müssen wir zu den Klassenbesten gehören. Nur so können wir genügend Wachstum erreichen um damit unseren Wohlstand längerfristig zu sichern.

*Johannes Randegger, Nationalrat Basel-Stadt
Präsident Politiker Team Future*

■ Bildung und Forschung

Volles Programm für 2004–2007

Im letzten Jahr hat das Parlament die Botschaft über Bildung, Forschung und Technologie BFT 2004–2007 angenommen, und im Dezember um 378 Millionen Franken gekürzt (auf 12 614 Milliarden für die Periode 2004–2006). Das heisst nicht, dass der BFT-Bereich seine Aktualität im Parlament verloren hat. Im Gegenteil: Auch in dieser Legislatur spielt er eine zentrale Rolle.

Behandelt werden zum Beispiel der Gesetzesentwurf über die genetischen Untersuchungen beim Menschen und die Revision des Fachhochschulgesetzes. Zu einem späteren Zeitpunkt wird den Parlamentariern eine Botschaft über die universitären Medizinalberufe vorgeschlagen. Die Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten (CRUS) hat ihr Konzept hierzu bereits vorgelegt (vgl. S. 3). Dieses schlägt eine klare Aufteilung der Kompetenzen und der Finanzierung zwischen Bund und Kantonen vor.

Im Bereich Forschung ist das Parlament aufgerufen, das Abkommen für die Schweizer Vollbeteiligung an den Forschungsprogrammen der Europäischen Union (EU) zu ratifizieren. Schweizer Forschende erhalten, durch die internationale Wettbewerbsfähigkeit, mehr Verantwortung bei der Auswahl und beim Management von Projekten sowie finanzielle Beiträge direkt von der EU.

Auch die Einführung des Overheads bei der Finanzierung von Forschungsprojekten wird Kommissionen und Ratskammern beschäftigen. Dabei handelt es sich, wie die von der WBK-N eingereichte Motion verlangt, um die Berücksichtigung der indirekten Kosten, die in Zusammenhang mit einem Forschungsprojekt entstehen (Infrastruktur und Verwaltungsaufwand). Schätzungsweise zur selben Zeit wird das Gesetz zur Forschung am Menschen behandelt.

Im Zentrum dieser Legislatur stehen aber die neue Bildungsverfassung, ein neues Hochschulgesetz und/oder ein neues Gesetz über die Bundesbeiträge an die kantonalen Universitäten.

Die Legislaturperiode 2004–2007 steht einerseits im Zeichen von Bildung, Forschung und Gesundheit. Andererseits muss für die kontinuierliche Entwicklung des BFT-Bereichs ein angemessener Föderalismus definiert werden, indem die akademischen, politischen und finanziellen Kompetenzen aller öffentlicher und privater Akteure geklärt werden. Dies ist ein prioritäres Ziel, daher wäre es ungünstig, den BFT-Bereich, der für das sozioökonomische Gleichgewicht der Schweiz lebenswichtig ist, mit einer neuen Budgetkürzung zu belasten. (co)

■ Bildung

Das Recht auf Bildung und ihr Preis: eine politische Verantwortung

«Hochschulbildung darf keine Frage der finanziellen Möglichkeiten sein.» Hinter diesem Grundsatz stehen alle Akteure aus Wissenschaft, Wirtschaft und Politik.

Trotz dieser Übereinstimmung werden Stimmen für eine neuerliche Erhöhung der Studiengebühren laut. Diese betragen in der Schweiz durchschnittlich 1200 Franken pro Jahr; mit Ausnahme des Tessins, wo sie kombiniert mit einem ausgebauten Stipendiensystem 4000 Franken erreichen. Der Vorschlag zur Erhöhung der Studiengebühren kommt vom Arbeitskreis Kapital und Wirtschaft in Zusammenarbeit mit Avenir Suisse und economiesuisse. Parallel zu einer Erhöhung der Semestergelder sollen das Stipendienwesen ausgebaut und staatliche Darlehen vermehrt ermöglicht werden. Die Autoren dieser Studie sind der Meinung, dass die Hochschulen dadurch bis zu 800 neue Professuren schaffen und damit die Rahmenbedingungen deutlich verbessert werden könnten.

Die Reaktionen der Gegner fielen heftig aus. Lokale und nationale Studentenvereinigungen und -verbände protestierten vehement.

Auch andere akademische und politische Persönlichkeiten haben grosse Zweifel und Einwände angemeldet, so zum Beispiel Prof. André Hurst, Rektor an der Universität Genf. Er erinnert daran, dass Bildung ihren Preis hat, dass sie dem Willen einer Gesellschaft entspricht, und dass die Gesellschaft die Ausbildung von all jenen sicherstellen muss, die ihr Innovation und Lebensqualität bringen. Dabei spielt es keine Rolle, mit welchen Wissens- oder Forschungsgebieten diese Ziele erreicht werden. Prof. André Hurst betont, dass «in diesem Zusammenhang die viel gepriesene Solidarität nur zum Tragen kommt, wenn das Portemonnaie der Studierenden und ihrer Eltern nicht einseitig belastet wird: Der Staat muss einen Teil dazu beisteuern». Die Finanzierung des Grundstudiums darf nicht von der verzweifelten Suche nach neuen Mitteln abhängen. Es stellt sich die einfache Frage, wer für die sozioökonomischen Kosten unserer Hochschulabsolventen aufkommt. Da liegt der Ball eindeutig mehr bei der Politik als bei den Hochschulen!

Kurz gesagt: Die Debatte um ein sehr wichtiges gesellschaftliches Thema ist lanciert, und sie übersteigt die Frage nach den Studiengebühren bei weitem.

Weitere Informationen:

www.economiesuisse.ch/d/Studie_Bildung.pdf

www.unige.ch/rectorat/accueil/motrecteurtaxe.html

■ Europäischer Forschungsraum

Die Schweiz ist Vollmitglied

Die Schweiz beteiligt sich seit dem 16. Januar 2004 als Vollmitglied am 6. EU-Forschungsrahmenprogramm. Dieses umfasst die Bereiche Forschung und technische Entwicklung in der Europäischen Union sowie die Forschung und Ausbildung im Rahmen der Europäischen Atomgemein-

Impressum

Netzwerk Future

Thunstrasse 7, 3005 Bern

Tel. 031 356 53 63, Fax 031 356 53 50

info@futureteam.info

© Wiederverwendung der Artikel unter Quellenangabe erlaubt

SMS

■ Krebs und biomedizinische Technik Forschungskoordination in Lausanne

Die Universität und die ETH von Lausanne, das Universitätsspital Lausanne, das Schweizerische Institut für Experimentelle Krebsforschung und das Ludwig Institut vereinen ihre Mittel und Kompetenzen, um zwei neue Forschungszentren für Krebsforschung und biomedizinische Technik zu gründen. Die Forschenden der Universität Genf werden sich an den Aktivitäten der zwei neuen Zentren beteiligen, die die gesamte Forschung in der Region Lausanne, von der Grundlagenforschung bis zur Patientenbehandlung, koordinieren.

Weitere Informationen: www.unil.ch, Rubrik «Actualités»

■ Neuer Rektor für die Universität Neuenburg

Der Staatsrat hat Alfred Strohmeier zum neuen Rektor der Universität Neuenburg gewählt. Alfred Strohmeier, derzeit Informatikprofessor an der ETH Lausanne, löst die Co-Rektoren Hans-Heinrich Nägeli und Michel Rousson am 15. Oktober 2004 im Amt ab.

Weitere Informationen: www.unine.ch

■ Neues Forschungsportal

www.forschungsportal.ch heisst eine neue Internetplattform, welche die Forschungsdatenbanken der Universitäten Basel, Zürich und Bern auf einer Suchoberfläche vernetzt. Das Forschungsportal wird ausgebaut und steht weiteren Schweizer Universitäten und Forschungseinrichtungen offen.

Weitere Informationen: www.forschungsportal.ch

■ Universität Basel: Anpassung an prekäre Finanzlage

Die Universität Basel will ihr Leistungsangebot verbessern und gleichzeitig sparen. In Anbetracht der prekären Finanzlage hat der Universitätsrat als Grundlage für die Leistungsvereinbarung 2005–2008 einen Bericht verfasst, der zum einen die Stärkung von Bereichen wie «Life Sciences» und Gesellschaftswissenschaften vorsieht, zum anderen den Abbau in den Bereichen Astronomie, Slavistik und Geologie.

Weitere Informationen: www.unibas.ch

schaft (EURATOM). Das Forschungsabkommen wurde von Bundesrat Pascal Couchepin, EU-Forschungskommissar Philippe Busquin sowie Botschafterin Anne Anderson vom irischen Ratsvorsitz der EU unterzeichnet und wird nun noch dem Schweizer und dem Europäischen Parlament zur Genehmigung vorgelegt. Schweizer Forschende werden damit ihren Partnern aus den Mitgliedstaaten der EU gleichgestellt. Um die Forschenden nicht zu benachteiligen, tritt das Forschungsabkommen rückwirkend auf den 1. Januar 2004 in Kraft. Die Schweiz beteiligt sich jährlich mit voraussichtlich 200 bis 220 Millionen Franken, welche aufgrund des Bruttoinlandproduktes berechnet werden.

Weitere Informationen:

www.bbw.admin.ch/html/pages/forschung/eu/eurahmen-d.html

■ PubliForum «Forschung am Menschen»

Bürgergremium sieht Chancen

Am PubliForum «Forschung am Menschen» haben sich vom 23. bis 26. Januar 2004 in Bern unter der Federführung des Zentrums für Technologiefolgen-Abschätzung TA-Swiss rund dreissig Bürgerinnen und Bürger intensiv mit Fragen der Humanforschung auseinandergesetzt. In ihren Empfehlungen wird deutlich, dass sie die Forschung am Menschen nicht grundsätzlich ablehnen, ethischen Fragen gegenüber aber eine kritische

Haltung einnehmen. Das Bürgerpanel kommt zum Schluss, dass Anreize zur Forschungsförderung im Bereich von Kindern, Schwangeren, Behinderten und seltenen Krankheiten geschaffen werden müssen.

Weitere Informationen:
www.ta-swiss.ch

■ ETH-Rat

Neue Leitung und neues Gesetz

Gegen Ende letzten Jahres hat der Bundesrat den neuen Präsidenten und Vizepräsidenten des Rats der Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH) gewählt. Die Professoren Alexander J. B. Zehnder, neuer Präsident, und Ernst Buschor, neuer Vizepräsident, werden als erste ihr Amt auf der Grundlage des neuen ETH-Gesetzes ausüben, das als Führungsstruktur einen vollamtlichen Präsidenten und einen Vizepräsidenten in Teilzeit vorsieht. Ernst Buschor hat Stephan Bieri am 1. Januar 2004 abgelöst. Alexander J. B. Zehnder übernimmt sein Amt von Francis Waldvogel am 1. Juli 2004.

Weitere Informationen:
www.eth-rat.ch

■ Medizinausbildung

Rektoren präsentieren ihre Vision für 2008

Ende Januar hat die Rektorenkonferenz der Schweizerischen Universitäten CRUS – im Einklang mit sämtlichen medizinischen Fakultäten der Schweiz – in Bern ihr Konzept «Hochschulmedizin 2008» vorgestellt: Die Verantwortung für das Medizinstudium soll vom Bund an die Universitäten übergehen, während die Hoheit über die Weiterbildung und die Berufszulassung beim Bund verbleiben soll. Gemäss der CRUS «zielt dieser Vorschlag auf eine Vereinfachung der derzeit unübersichtlichen Strukturen und hilft, die von der Politik geforderte Kostentransparenz herzustellen.» Auch werde durch eine derartige Aufgabenteilung eine klare Aufteilung der Ausbildungskosten zwischen Universitätsspitalern und medizinischen Fakultäten möglich.

Es bleibt zu betonen, dass dieses Konzept wenige Monate, bevor dem Parlament ein Gesetzesentwurf zu den Medizinalberufen vorgelegt wird, vorgestellt wurde.

Weitere Informationen:
www.crus.ch/deutsch/aktuell/news/news-0.html

■ Innovationssystem Finnland

Erfolgsrezepte für die Schweiz

Eine kürzlich veröffentlichte Studie der Schweizerischen Akademie der Technischen Wissenschaften (SATW) untersuchte das Zusammenspiel von Forschungsorganisationen und Hochschulen, Unternehmertum und staatlicher Förderung der privatwirtschaftlichen Forschung sowie das Bildungssystem in Finnland und versuchte, daraus Lehren für die Schweiz zu ziehen. Das Autorenteam unter der Leitung von Prof. Dr. Hotz-Hart schliesst seine Studie «Innovationssystem Finnland – was kann die Schweiz lernen?» mit sieben Empfehlungen ab. Diese können in drei Gruppen zusammengefasst werden: Erstens sollten Institutionen der Innovationspolitik gestärkt werden, zum Beispiel durch das Einsetzen eines Innovationsrats. Notwendig sei zweitens auch eine Verbesserung des

Wissenstransfers und der Wertschöpfungskette in Forschung, Entwicklung und Umsetzung, etwa durch die Gleichstellung universitärer und privater Forschung bei der Vergabe von F&E-Fördergeldern. Schliesslich müsse, analog den Erfahrungen aus Finnland, auch eine professionelle Evaluationskultur im BFT-Bereich etabliert werden.

Weitere Informationen:
www.satw.ch

■ Wissenschaftsrat

Susanne Suter neue Präsidentin

Der Bundesrat hat Susanne Suter zur neuen Präsidentin des Schweizerischen Wissenschafts- und Technologierats (SWTR) gewählt. Die Professorin für Kinderheilkunde an der Universität Genf löste Gottfried Schatz am 1. Januar 2004 von seinem Amt ab. Vier Mitglieder sind zurückgetreten. An ihre Stelle wählte der Bundesrat Karl Aberer (ETH Lausanne), Willy Benz (Universität Bern), Alex Mauron (Universität Genf) und Matthias Peter (ETH Zürich).

Weitere Informationen:
www.swtr.ch

■ Schweizer Hochschulen

In der «Champions League» weit vorne

Das Zentrum für Wissenschafts- und Technologiestudien (CEST) hat die Entwicklung der Forschungsleistungen der Schweiz im internationalen Vergleich erstmals über den Zeitraum von 1981–2001 untersucht. Gemessen am Beachtungsgrad der wissenschaftlichen Publikationen liegt die Schweiz hinter den Vereinigten Staaten und Holland auf Platz drei. In die Studie mit einbezogen wurde auch die «Champions League», welche die weltweit erfolgreichsten internationalen Forschungsinstitutionen auflistet. In dieser «Champions League» mindestens einmal erschienen sind 27 Schweizer Forschungsinstitutionen. Die Eidgenössisch Technischen Hochschulen von Zürich und Lausanne sicherten sich mit ihrem «Effektivitäts»-Indikator von 69 beziehungsweise 68 Prozent in den 90er Jahren weltweite Spitzenplätze unter den Top 50 der rund 600 «Champions League» Universitäten.

Weitere Informationen:
www.cest.ch

Ein einziges Steuerungsorgan für die Hochschulen

«Eidgenössische Technische Hochschulen, Universitäten und Fachhochschulen sollen von einer einzigen Institution geführt werden. Weiter hoffe ich, dass das Wettbewerbssystem entwickelt wird. Statt Stellen sollten Projekte unterstützt werden. Je mehr innovative Projekte eine Institution entwickelt, desto mehr Geld soll sie erhalten. Es ist auch wahrscheinlich, dass regionale und grenzübergreifende Kompetenzzentren entstehen.»

Pascal Couchepin, «Le Nouvelliste»,
2. Februar 2004